

Distributeurs et commerçants de lait tiennent tête aux pouvoirs publics

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4993 - Jeudi 30 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Les travailleurs de l'Eniem en chômage technique à compter du 2 février

Page 24

Le Président Tebboune

«Développer les capacités de l'ANP face aux défis sécuritaires dans les pays voisins»

Page 4

Un plan pour que Netanyahu n'aille pas en prison

Par Mohamed Habili

Trois ambassadeurs arabes étaient présents à la Maison-Blanche au moment où Donald Trump dévoilait les grandes lignes de son «contrat du siècle», autrement dit ce qu'il a eu le front d'appeler son plan de paix pour le conflit israélo-palestinien. Ce sont ceux du Bahreïn, de Oman et des Emirats. On aurait pu s'attendre à un plus grand nombre de représentants arabes lors d'un dévoilement dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a finalement comporté aucune surprise. Tout ce que l'on savait déjà du plan a en effet trouvé confirmation à cette occasion. Comme il ne pouvait en être autrement, comme personne ne s'attendait à ce que ce plan, ou du moins à ce qui passe pour tel, rende justice si peu que ce soit aux Palestiniens, cette présence n'est sans doute pas quelque chose de purement protocolaire. Elle revêt sûrement une signification politique. Dans son discours de présentation, le président américain a d'ailleurs clairement dit que bien des pays arabes, dont ceux évidemment qui avaient des représentants dans la salle, soutenaient les propositions de son administration. Il s'est gardé de nommer les autres, mais il est possible d'en deviner quelques-uns sur la foi de déclarations plutôt récentes suivant lesquelles l'ennemi principal des Palestiniens et des Arabes, ce n'est pas Israël mais l'Iran.

Suite en page 3

Bombe à retardement de Trump pour la Palestine

Relents de guerre dans un plan de paix

Plan de paix pour le Proche-Orient De Donald Trump



Le Hamas, au pouvoir dans la bande de Ghaza, a immédiatement rejeté ce plan de paix, tout comme le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Lire page 2

Autoroute Bouira-Béjaïa

Réception du projet en fin d'année en cours

Page 2

Les inscriptions ouvertes aux intéressés

Prix Mohia d'Or du meilleur texte théâtral en tamazight

Page 13

UA/8° Sommet/Libye
**Tebboune charge
 Djerad de le
 représenter au
 Comité de haut
 niveau de l'UA**

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a chargé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de le représenter au 8° sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, prévu jeudi à Brazzaville (République du Congo), a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a chargé le Premier ministre de le représenter au 8° sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye prévu jeudi 30 janvier 2020 à Brazzaville (République du Congo)», lit-on dans le communiqué. Le Premier ministre sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

H. Y.

ANP
**Chengriha, chef
 d'état-major par
 intérim avec
 «plein exercice
 des prérogatives
 de la fonction»**

LE DÉCRET présidentiel chargeant le commandant des forces terrestres, le général-major Saïd Chanegriha, d'assurer l'intérim du poste de chef d'état-major de l'ANP avec «plein exercice des prérogatives de la fonction», vient d'être publié au «Journal officiel». Le décret datant du 9 janvier 2020 stipule que «le général-major Saïd Chanegriha, commandant des forces terrestres, est chargé d'assurer, à compter du 23 décembre 2019, l'intérim de chef d'état-major de l'ANP», précisant que «l'intérim n'exclut pas le plein exercice des prérogatives de la fonction de chef d'état-major de l'ANP». Un autre décret publié dans le même numéro du «Journal officiel» note qu'«il est mis fin, à compter du 23 décembre 2019, aux fonctions de chef d'état-major de l'ANP, exercées par le général de corps d'Armée, M. Ahmed Gaïd Salah, décédé».

H. N.

Bombe à retardement de Trump pour la Palestine

Relents de guerre dans un plan de paix

■ Le Hamas, au pouvoir dans la bande de Ghaza, a immédiatement rejeté ce plan de paix, tout comme le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Par Meriem Benchaouia

Le Président US a dévoilé mardi soir son plan de paix pour le Proche-Orient, qui prévoit la création d'un État palestinien et sa coexistence avec Israël. Il a d'ores et déjà été rejeté par le Hamas, au pouvoir dans la bande de Ghaza. Ce plan de 80 pages, «le plus détaillé jamais mis au point» selon lui, permettrait de «faire un grand pas vers la paix», a assuré M. Trump, qui s'exprimait depuis la Maison-Blanche, en présence du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Ce dernier, qui a pris la parole après M. Trump, a salué une «journée historique». Donald Trump a ensuite tweeté une carte des deux États envisagés, avec en particulier un tunnel reliant la Cisjordanie à la bande de Ghaza. Le Hamas, au pouvoir dans la bande de Ghaza, a en revanche immédiatement rejeté ce plan de paix, tout comme le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. «Nous n'accepterons pas de substituer à Jérusalem comme la capitale de l'Etat de Palestine», a déclaré à l'Agence France-Presse Khalil al-Hayya, un haut responsable du mouvement. Au moins 13 Palestiniens ont également été blessés, mardi soir, dans des heurts avec les forces israéliennes en Cisjordanie occupée, après l'annonce du plan de paix américain pour le Moyen-Orient, a annoncé le Croissant-Rouge palestinien. Environ 200 Palestiniens étaient réunis à la sortie de Ramallah, certains brûlant des photos de Donald Trump et d'autres lançant des pierres en direction de soldats israéliens qui ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogène. Donald Trump a par ailleurs annoncé avoir envoyé «une lettre au président de l'Autorité palesti-



Ph.D. K.

nienne, Mahmoud Abbas», estimant que son plan était «une chance historique pour les Palestiniens d'obtenir un Etat indépendant». «Je lui ai expliqué que le territoire prévu pour son nouvel Etat resterait ouvert et sans développement de colonies israéliennes pendant une période de quatre ans», a précisé le président des Etats-Unis. Avant même d'être présenté, le plan de M. Trump s'était heurté au rejet des Palestiniens. Selon de hauts responsables palestiniens, M. Abbas a refusé au cours des derniers mois les offres de dialogue du président américain et juge son plan «déjà mort». «Ce plan ne passera pas», a réagi Mahmoud Abbas juste après sa présentation par le président des Etats-Unis. «Il est impossible pour n'importe quel enfant, arabe ou palestinien, d'accepter de ne

pas avoir Jérusalem, comme capitale d'un Etat palestinien», a déclaré le président Abbas. Et le Premier ministre palestinien, Mohammed Shtayeh, a appelé par avance la communauté internationale à boycotter le projet, contraire, selon lui, au droit international. «Ce n'est pas un plan de paix pour le Moyen-Orient», a-t-il affirmé, jugeant que l'initiative visait avant tout à protéger «Trump de la destitution et Nétanyahou de la prison».

«Plan de la honte» pour l'Iran

«Le plan de paix de la honte imposé par l'Amérique aux Palestiniens est la trahison du siècle et est voué à l'échec», a écrit le ministère des Affaires étrangères iranien dans un communiqué. La République isla-

mique d'Iran ne reconnaît pas Israël et le soutien à la cause palestinienne est une des constantes de sa politique étrangère. Pour sa part, l'Arabie saoudite «apprécie les efforts de Donald Trump pour un plan de paix au Moyen-Orient», a annoncé hier le ministère des Affaires étrangères qui a appelé à des pourparlers directs entre Israël et les Palestiniens. Tout désaccord avec le plan américain doit être résolu par la négociation «de manière à faire avancer le processus de paix afin de parvenir à un accord qui consacre les droits légitimes du peuple palestinien», a affirmé le ministère saoudien dans un communiqué. Mardi soir, l'Organisation des Nations unies (ONU) a également rappelé, dans une déclaration, continuer de s'en tenir aux frontières définies en 1967.

M. B.

Autoroute Bouira-Béjaïa

Réception du projet en fin d'année en cours

Bonne nouvelle pour les usagers de la RN 26, que ce soit ceux de la wilaya de Béjaïa ou des wilayas voisines, traversant la vallée de la Soummam sur 100 km, qui trouvent toutes les peines du monde à traverser les grandes agglomérations existant après l'ouverture d'une partie de cette pénétrante reliant Bouira à Béjaïa. «La réception du projet est attendue pour la fin de l'année en cours». C'est ce qu'a déclaré, avant-hier, Abdelghani Zouaïd, chef de service à la Direction des travaux publics de la wilaya de Béjaïa sur les ondes de radio Soummam. «La réception de la totalité du projet de la pénétrante autoroutière reliant Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest est attendue

pour la fin de l'année en cours», a-t-il déclaré, ajoutant que «l'ouverture du tronçon reliant Amizour à Timezrit, sur 10 kilomètres, est prévue la fin du mois de mars prochain». S'agissant des deux tunnels de Sidi-Aïch, le même responsable indique qu'«il ne reste plus que 200 mètres à creuser sur un linéaire de 1 600 mètres». Les usagers de la RN 26 n'auront plus à se faire de souci au sujet des bouchons qui se forment à Ouzellaguen, Sidi Aïch, Takariet, Ilmathen, Village agricole, etc. Pour rappel, la réception de la pénétrante était prévue pour la fin de l'année passée, mais en raison de contraintes géologiques et géophysiques au niveau du tunnel et d'autres tech-

niques, parfois financières ainsi que le manque de main-d'œuvre, le projet a été retardé. Les travaux de creusement du tunnel de Sidi-Aïch avancent à grands pas. A ce propos, les responsables de CRCC ont annoncé en décembre dernier avoir creusé jusqu'ici 1 449 ml sur les 1 691 linéaires de ce tunnel, et il restait alors que 242 ml à creuser pour arriver à la jonction du tube Est. Quant au tube Ouest, une distance de 1 276 ml avait été creusée sur un total 1 628. Il restait à creuser 353 ml en décembre dernier pour arriver à la jonction, a-t-on indiqué. L'avancement des travaux de ce tunnel est aidé par les nouvelles machines de creusement acquises par l'entreprise. Celles-

ci sont venues renforcer le parc à matériel de l'entreprise chinoise. Ces foreuses peuvent creuser 15 m par jour dans ce tunnel au lieu de 8 m, comme c'était le cas. Aussi, le tube Est sera ouvert dans peu de temps, soit dans quelques mois seulement, puis viendra le tour du tube Ouest, annonçait la cellule de communication de la wilaya le mois dernier. Pour les ouvrages d'art qu'est chargée de réaliser l'entreprise algérienne SAPTA, les travaux ont été relancés après le renforcement de ses moyens humains et matériels en vue de rattraper le retard.

Hocine Cherfa

Malgré les avertissements du ministre du Commerce

Distributeurs et commerçants de lait tiennent tête aux pouvoirs publics

Décidément, les mises en garde du nouveau ministre du Commerce n'ont pas secouru les commerçants qui continuent à pratiquer les mêmes prix pour le sachet de lait.

Même cas pour les distributeurs qui privent certains épiciers et communes de ce produit à cause de leur emplacement.

Par Thinhinene KHouchi

Le sachet de lait se fait rare dans certaines communes de la capitale, à l'image d'Ain Benian, Zeralda, Staoueli, Alger-Centre et autres, qui souffrent de cette perturbation depuis un moment. Dans les communes et épicerie qui se font livrer le lait en sachet, il est souvent vendu à plus de 25 DA le litre. A cet effet, le ministre du commerce, Kamel Rezig, avait assuré, en marge de l'ouverture d'une journée d'étude sur la loi de finances 2020, que «*lui et son département accordent un intérêt suprême à l'élimination du problème de spéculation sur le prix du lait en sachet, soutenu par l'Etat, dont la note est payée par le citoyen modeste*», ajoutant que ce problème sera éliminé «*en une semaine*». Le ministre avait précisé que pour y parvenir, «*dans une première étape, nous avons préféré adopter la méthode de sensibilisation envers certains commerçants qui procèdent délibérément au relèvement du prix du sachet de lait alors qu'il est soutenu (par l'Etat)*», assurant que des «*instructions ont été données à tous les directeurs du commerce des wilayas en vue*



d'appliquer les sanctions à l'encontre des contrevenants, dans la 2^e étape de l'opération». Et d'avertir : «*Nous ne tolérerons aucune infraction au prix du lait pasteurisé en sachet dont le prix est fixé à 25 DA le litre, à partir de la semaine prochaine*». Malheureusement, ces avertissements n'ont «*pas eu d'effet*» sur les commerçants qui continuent

de pratiquer le même prix pour le sachet de lait qui peut aller jusqu'à 40 DA. Dans la localité de Zeralda ou même à Douéra, Ain Benian, Staoueli et autres, le problème existe. Le sachet de lait de 25 DA est introuvable, seul le sachet de 40 DA est commercialisé. Les habitants se plaignent, mais rien ne change. Une mère de famille habitant Zeralda nous

confie : «*Je ne trouve pas de lait en sachet de 25 DA depuis maintenant 10 jours, seul le lait de vache à 50 DA est disponible. Mais bizarrement, le lait de 40 DA "dit lait de vache", ressemble énormément à celui de 25 DA*». Expliquant cette hausse du prix, certains épiciers qui ne se font pas livrer de lait expliquent que «*cette hausse du prix du lait en sachet est causée par la distribution non équitable de ce produit*». En effet, «*les épicerie qui ont la chance de se faire livrer du lait sont souvent prises d'assaut par les citoyens venus des différentes communes voisines. Les commerçants profitent donc de cette rareté pour augmenter le prix et le citoyen se voit obligé de payer plus de 25 DA pour un litre de lait en sachet*». Enfin, afin de mettre fin à cette pratique illégale, le ministre du Commerce a lancé, à travers son site électronique, un appel à tous les citoyens en vue de «*dénoncer tout commerçant vendant le lait en sachet à un prix au-dessus de 25 DA*». Il a signalé, en outre, l'intensification des patrouilles de contrôle aux premières heures de la matinée, en vue de constater de visu les «*dépassements de certains commerçants*».

T. K.

Après un contrôle de certificats

Le navire «Saoura» retardé au port polonais de Gdansk

Le navire «Saoura», appartenant à la Compagnie nationale de navigation (CNAN Nord), a été retardé au niveau du port polonais de Gdansk suite à une opération de vérification de certificats, a indiqué hier la direction générale de la compagnie dans un communiqué. Le navire a été retardé d'abord pendant une journée et demie après la fin de ses opérations commerciales vendredi dernier pour effectuer une visite sous-marine de la carène du navire Saoura, dans le cadre du planning de certification annuel du navire, note la même source. Mais après la fin de cette visite «*ordinaire et programmée*», les autorités du port polonais de Gdansk ont décidé de bloquer le navire pour des raisons administratives en relation avec les certificats. En effet, l'inspecteur du Port State Control du port de Gdansk a estimé que les certificats statutaires du navire, délivrés le 19 septembre 2019 après une visite d'inspection réglementaire par l'Administration maritime algérienne faite au port d'Oran, n'étaient pas conformes, «*chose qui est dénuée de tout fondement*», explique la CNAN Nord. La compagnie, après

s'être assurée que «*tout est en ordre*», a contacté la Direction de la marine marchande et des ports, la société de classification ainsi que les instances consulaires algériennes à Varsovie, afin d'intervenir et clarifier la situation concernant la conformité des certificats «*qui ne souffrent d'aucune anomalie*». Après avoir reçu les clarifications nécessaires, les autorités polonaises ont autorisé le navire Saoura à quitter le port de Gdansk le soir de lundi dernier, avec à bord 76 conteneurs de lait en poudre, soit 1 900 tonnes, à destination du port d'Anvers (Belgique) pour transporter un complément de marchandises, dont 40 conteneurs de lait en poudre et autres types de marchandises pour le compte des opérateurs nationaux, dans le cadre des importations en FOB (sans frais à bord). Sur ce point, la CNAN Nord précise qu'elle a déjà réalisé «*avec succès*» quatre voyages d'importations de lait en poudre pour le compte de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), depuis novembre 2019 à destination des port d'Alger et de Annaba. Concernant les informations rapportées récemment par des médias et des réseaux

sociaux, selon lesquelles le navire Saoura aurait été saisi au Port de Gdansk pour absence de certificats, la compagnie souligne qu'il s'agit d'«*informations erronées visant à discréditer les navires du pavillon national*». Dans ce sens, la compagnie a pointé du doigt «*des réseaux qui veulent défendre les intérêts des armateurs étrangers*». «*La direction de la CNAN Nord déplore la campagne acharnée de dénigrement menée par certains cercles et réseaux contre les navires et la compagnie publique arborant le pavillon national depuis qu'elle a signé le contrat de transport maritime de la poudre de lait avec l'ONIL, dans le cadre des orientations du gouvernement visant à privilégier l'importation en mode FOB des marchandises, dont la poudre de lait*». Ces importations étaient auparavant assurées par des armateurs étrangers «*qui ont bénéficié de ce marché important pendant des années, et qui ont tissé autour d'eux une toile d'experts internationaux et nationaux protecteurs et défenseurs de leur précieuse marché en CFR, qui aujourd'hui saisissent toute occasion pour pointer du doigt les navires de la compagnie*

nationale», s'indigne la CNAN Nord. Selon le communiqué, le marché du transport maritime du lait en Algérie représente un chiffre d'affaires annuel de 3,5 millions de dollars uniquement pour le secteur public, déboursé par les caisses de l'Etat algérien qui a décidé récemment de faire bénéficier l'armement national de ce marché avec un fret payable en dinars, soit une économie «*substantielle*» de devises pour le pays. La CNAN Nord a assuré qu'aucun retard dans le programme de livraison du lait en poudre de l'ONIL n'a été accusé depuis la signature du contrat, et ce, malgré les contraintes rencontrées en raison notamment de «*l'environnement économique national difficile*». La compagnie a évoqué également «*des embuches causées volontairement par l'ensemble des opérateurs et sous-traitants locaux en Pologne, plus habitués et familiers avec les armateurs étrangers qui assureraient auparavant ce service*». Dès le début des négociations pour la mise en place de cette nouvelle route maritime par CNAN Nord, ces opérateurs locaux «*n'ont pas affiché un grand enthousiasme à la venue*

LA QUESTION DU JOUR

Un plan pour que Netanyahu n'aille pas en prison

Suite de la page une

De sorte que le plus urgent pour l'heure, c'est bien de convoquer une réunion de la Ligue arabe, ne serait-ce que pour s'assurer que tous les membres restent attachés au plan de paix arabe et à la légalité internationale en la matière, tout les fondements sont donc en accord avec ceux sur lesquels repose «*le contrat du siècle*». A noter toutefois que le roi saoudien a aussitôt appelé le président palestinien pour lui donner l'assurance que pour son pays les voies de la paix n'ont pas varié suite à l'initiative américaine. Sûrement, la Ligue arabe va se réunir, et ses membres présents feront la même profession de foi, y compris les trois dont les ambassadeurs étaient présents mercredi à la Maison-Blanche. Cela évidemment n'empêchera pas le plan de Trump d'entrer en application. L'annexion des colonies israéliennes est la première mesure que compte prendre Israël, ce qui ne va guère tarder, son Premier ministre étant déterminé à battre le fer pendant qu'il est chaud. D'autant que cela est bon pour sa réélection, sans quoi c'est la prison qui l'attend. Voilà quelqu'un qui a osé se comparer à mots à peine couverts à David Ben Gourion, pour les Israéliens le premier des pères fondateurs, leur George Washington pour ainsi dire, mais qui ne dispose que d'une seule issue pour éviter d'aller en prison, gagner des élections qu'à deux reprises déjà il ait pu remporter. Le fait qu'il ait pu s'emparer de territoires considérés par les extrémistes israéliens comme sacrés ne lui sera pas à cet égard d'une grande utilité s'il perd les élections de mars prochain. C'est ce qui a fait entre autres dire au Premier ministre palestinien, Mohammed Shtayyeh, que le plan de paix en question est en réalité un plan pour que Netanyahu n'aille pas en prison et pour que Trump ne soit pas destitué. Or on ne peut exclure que le plan échoue, que Netanyahu aille en prison bien qu'il ait fait voter par la Knesset l'annexion de la vallée du Jourdain, une réalisation de portée biblique.

M. H.

des navires de la compagnie nationale sur ce marché monopolisé auparavant par des grandes compagnies maritimes internationales», soutient la même source.

Safy T.

Le Président Tebboune

«Développer les capacités de l'ANP face aux défis sécuritaires dans les pays voisins»

■ Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, mardi à Alger, l'impératif de «développer les capacités de l'ANP à la lumière des nouveaux défis sécuritaires dans les pays voisins».

Par Hamida Gh

Lors de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale, le président de la République a souligné l'impératif de «développer les capacités de l'Armée nationale populaire au regard de l'immensité de notre pays à la lumière des nouveaux défis sécuritaires dans les pays voisins et qui impliquent le renforcement des capacités de défense face à l'afflux d'armes dans les zones de tensions autour de nos frontières». «Nous poursuivrons la mise en œuvre des programmes de développement des forces pour hisser le niveau des capacités de combat avec les différents partenaires, de même que nous poursuivrons les efforts de maintenance de la disponibilité, de renouvellement et de modernisation des équipements militaires», a affirmé le président de la République dans son allocution en présence du général-major Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'Armée nationale



populaire par intérêt et de cadres du MDN et suivie par les éléments de l'ANP par visioconférence. Il a souligné, en outre, que le développement des capacités de l'ANP «garantit, d'autre part, la sécurisation des zones abritant des installations industrielles, économiques et énergétiques névralgiques, notamment dans le Grand Sud». Le Président Tebboune a assuré qu'il s'attèlera «au renforcement des contingents de préservation et de sécurisation des frontières nationales avec les sept pays voisins en matériels et équipements modernes, notamment dans les domaines de la reconnaissance et de la guerre électronique, en vue de garantir la détection précoce de toute menace, quelles qu'en soient la nature et la provenance». Il a déclaré, également, qu'il accordera «une importance majeure» à la promotion des industries militaires «en vue d'intensifier davantage le tissu industriel national, de satisfaire les besoins des différentes compo-

santes des forces armées et du marché national et de contribuer au développement de l'économie nationale et à la création de postes d'emploi», et ce, à travers «des contrats de partenariat industriel sérieux entre les secteurs civil et militaire en y associant les universités et les centres de recherche et de développement». Affirmant que de tels objectifs «ne sauraient être atteints qu'à travers la formation de la ressource humaine militaire», le Président Tebboune s'est engagé à poursuivre «le perfectionnement de la formation et des programmes d'enseignement dans les différentes écoles de l'Armée à travers l'adoption de méthodes pédagogiques scientifiques modernes au diapason des développements technologiques dans les armées du monde». Dans le même contexte, il a estimé que «le niveau des programmes de développement et de modernisation des capacités de combat ne peut être évalué qu'à travers des exercices de

terrain», faisant état de sa volonté de «dynamiser la coopération militaire avec nos différents partenaires étrangers». Il a, à ce propos, qualifié d'«importance majeure, la poursuite de la sensibilisation et de la formation morale des effectifs afin de consolider leur sens du patriotisme, leur fierté des valeurs et principes novembristes et leur fidélité au serment fait à nos valeureux chouchada de préserver l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale et populaire de l'Algérie, outre leur protection contre les différents fléaux et leurs impacts». Le président de la République s'est, par ailleurs, engagé à «la prise en charge des revendications des retraités de l'ANP et des invalides de la tragédie nationale pour clore ce dossier définitivement».

L'ANP a épargné au pays les affres de l'effondrement de l'Etat national

Saluant le Commandement et chaque soldat, sous-officier et officier de la glorieuse ANP, digne héritière de l'ALN, le président de la République a ajouté, à leur adresse : «Vous avez épargné au pays les affres de l'effondrement de l'Etat national et d'un retour à la tragédie des années 1990, comme l'avaient planifié les forces du mal et du chaos». «Vous avez protégé le peuple algérien lors de ses marches éminemment civilisées dans son Hirk béni, qui a provoqué la chute de la bande qui a fait sombrer le pays dans la déliquescence et la médiocrité et confisqué la volonté du peuple et les richesses dont Dieu l'a gratifié», a-t-il encore dit. Se félicitant de «la communion totale avec le peuple», il a affirmé que «ceci a permis de mener notre chère patrie à bon port, à travers une élection libre et régulière sous le slogan populaire «Deïch, chaâb khaoua khaoua» (Armée et peuple sont frères)». «Vous êtes les défenseurs de la patrie», a encore dit le président de la République aux éléments de l'ANP après leur avoir adressé ses remerciements pour «cette réalisation nationale constitutionnelle démocratique novembriste». Le Président Tebboune a tenu à cette occasion à saluer «les soldats, sous-officiers et officiers stationnés aux frontières», soulignant qu'«ils font face à des périls que seuls des hommes braves et intrépides peuvent endurer, afin de préserver notre chère patrie et de protéger son intégrité territoriale, en fidélité au serment fait aux valeureux martyrs et vaillants moudjahidine».

H. Gh./APS

Général-major Chengriha au sujet du développement du pays

«Détermination de l'ANP à soutenir les démarches du Président Tebboune»

Le chef d'état-major de l'ANP par intérim, le général-major Saïd Chengriha, a mis en avant, mardi à Alger, la détermination de l'ANP à soutenir et appuyer les «nobles démarches» du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du «développement du pays dans tous les domaines». Dans son allocution devant le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale, le général-major Chengriha a déclaré : «Nous vous assurons de notre entière détermination à soutenir et appuyer vos nobles démarches pour le développement du pays dans tous les domaines et sur tous les plans, en concrétisant des ambitions et aspirations légitimes de notre vaillant peuple». «Nous ne ménagerons aucun effort pour

permettre à notre chère patrie d'atteindre ses objectifs escomptés et recouvrer sa place privilégiée et méritée au double plan régional et international», a ajouté le chef d'état-major de l'ANP par intérim, assurant : «Vous nous trouverez toujours à vos côtés pour la réalisation de ces nobles objectifs». S'adressant au Président Tebboune dans son allocution de bienvenue, en son nom personnel et au nom de l'ensemble du personnel de l'ANP parmi les officiers, sous officiers, hommes de troupe et personnels militaires, le général-major Chengriha a dit : «Nous vous souhaitons plein succès dans vos nobles missions, priant Dieu Tout-Puissant de guider vos pas et de vous assister dans la gestion des affaires du pays, et de gratifier, en cette nouvelle ère, l'Algérie de plus de sécurité, de paix et de stabilité et des facteurs de croissance et de prospérité et notre peuple de la pérennité

des liens de fraternité et d'unité». A cette occasion, il a rendu hommage au président de la République pour «sa réussite à créer une nouvelle dynamique dans le pays, qui a fait renaître l'espoir dans l'esprit des Algériens et contribué à consolider leur confiance en les institutions de leur Etat et en la capacité de ces dernières à concrétiser leurs aspirations légitimes à la faveur des nombreux et prometteurs chantiers ouverts, en l'espace d'une courte période, au double plan interne et externe». Au plan international, le général-major Chengriha a rappelé que «l'Algérie a pu recouvrer son rôle avant-gardiste dans la région grâce à vos efforts diplomatiques soutenus, en s'imposant en tant qu'acteur régional central et incontournable dans les démarches de règlement des différents conflits régionaux». Au niveau interne, «vous avez réussi à apaiser les esprits et rassurer

toutes les franges du peuple, en adoptant la voie du dialogue et de la consultation des personnalités nationales, des partis, des associations, de la société civile et des différents médias», a-t-il poursuivi. Le général-major Chengriha a réitéré, dans ce contexte, que «l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), demeurera, en tant qu'Armée républicaine, entièrement disposée à s'acquitter, à tout moment, de ses missions constitutionnelles, consistant à veiller à la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale, de l'unité du pays et de son intégrité territoriale, comme stipulé dans l'article 28 de la Constitution, accomplissant ainsi seulement son devoir sacré et ses missions nobles». «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'ANP demeure à jamais une armée unifiée, une armée pleinement engagée

quant à ses nobles missions, une armée attachée à sa doctrine de travailler dans le silence avec sagesse et clairvoyance», a-t-il encore soutenu, mettant en avant «son attachement ferme à ancrer ses nobles valeurs dans l'esprit de ses enfants». Soulignant «la disponibilité opérationnelle permanente de l'Armée nationale populaire, sous la direction du président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale pour relever tous les défis et faire face à qui-conque osera porter atteinte à notre intégrité territoriale et à la sécurité et la stabilité de notre pays», le général-major Saïd Chengriha a réitéré que «l'ANP, digne héritière de l'ALN, demeurera le bouclier et le rempart contre lequel échoueront toutes les tentatives hostiles, conformément au serment fait aux valeureux chouchada».

R. N.

Investissement

La part du partenaire étranger arrêtée en fonction de l'importance du secteur

■ Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkaï, a indiqué, à Alger, que la part des investisseurs étrangers en Algérie sera arrêtée en fonction de l'importance du secteur d'activité.

Par Salem K.

Intervenant lors de la cérémonie à l'occasion de la Journée nationale du commerçant, organisée par l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), M. Bekkaï a fait état de la prochaine promulgation d'un texte organique, fixant les secteurs stratégiques concernés par la règle 49/51 et les nouveaux taux en fonction de l'importance du secteur d'activité et sa pertinence pour l'Etat. Le ministre délégué a ajouté, dans ce sens, que l'investisseur étranger sera tenu de recourir à un partenaire algérien, lequel aura une plus grande part si le projet d'investissement concerne un secteur «hautement stratégique», précisant qu'il y aura d'autres pour les autres secteurs, en fonction de leur importance pour l'économie nationale. La règle 49/51, qui «a eu un impact négatif» a été revue en vertu de la loi de finances de 2020 en la limitant aux secteurs stratégiques. Au titre de la nouvelle loi de finances, le ministre des Finances est tenu de présenter, à la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur les activités de production de marchandises et les prestations à caractère stratégiques pour l'économie nationale. Pour encourager les exportations algériennes, le ministre a indiqué que son département a ouvert un nouvel atelier consacré à la révision de tous les textes de loi relatifs à l'activité d'exportation afin d'aplanir toutes les difficultés rencontrées. Dans le cadre de la stratégie nationale d'exportation, qui s'étalera jusqu'à 2024, toutes les mesures incitatives néces-



Aïssa Bekkaï, ministre délégué chargé du Commerce extérieur

saies seront prises au profit des quatre secteurs jouissant d'un intérêt particulier, à savoir l'industrie agroalimentaire, la fabrication de pièces de rechange et composants de véhicules, ainsi que les technologies de l'informatique, du numérique et les industries pétrolières. S'agissant des accords de libre-échange, le ministre délégué a fait état d'un travail de préparation pour une

évaluation globale des accords commerciaux afin d'en déterminer l'incidence, positive ou négative. Cette évaluation à laquelle seront associés l'ensemble des secteurs concernés concernera tous les accords en vigueur, à l'instar de l'accord d'Association avec l'Union européenne, l'accord avec la Zone de libre-échange arabe, et même ceux en cours de négociation, a

déclaré M. Bekkaï. Il a ajouté que le ministère a ouvert le chantier de révision des lois régissant le secteur du Commerce. Evoquant la problématique des espaces commerciaux inexploités, il a fait savoir que le ministère avait recensé 571 marchés de proximité fermés malgré la fin des travaux, en raison d'un mauvais choix d'emplacement ou de la distribution inéquitable des

R.H.D.R.

locaux qui s'y trouvent. Le ministre délégué a, par ailleurs, annoncé un nouveau programme de formation en préparation dans le secteur au profit des commerçants et des artisans au niveau des chambres de commerce et d'industrie. La célébration de la Journée nationale du commerçant coïncide cette année avec le 63e anniversaire de la grève des huit jours (du 28 janvier au 4 février 1957) observée par les commerçants algériens durant la guerre de Libération nationale. A cette occasion, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (Anca), Hadj Tahar Boulenouar, a rappelé que «les commerçants et les artisans ont démontré, à travers cette grève historique, leur adhésion à la cause de leur patrie», soulignant qu'«ils ont toujours été en première ligne pour consentir des sacrifices dans les moments difficiles qu'a traversés le pays». Pourtant, a-t-il déploré, une image négative a été accolée aux commerçants au lendemain de l'indépendance par «ceux qui ont fait mine d'oublier que les principaux chefs de la Révolution étaient eux-mêmes commerçants et artisans, à l'instar de Didouche Mourad, Badji Mokhtar et du colonel Amirouche». Aussi, a-t-il appelé à la réhabilitation du commerçant, maillon essentiel dans le développement socio-économique du pays, mettant l'accent sur l'importance de la formation. La fille du chahid Mahmoud Mustapha-Chaouch, buraliste ayant été enlevé en 1956 et torturé à mort par la France coloniale, a été honorée à cette occasion. Son père fut le premier disparu de la guerre de Libération nationale. S. K.

Destination Algérie

Réunions et ateliers en présence d'un expert international

Une série de réunions et d'ateliers sera programmée au niveau du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, afin de mettre en place une stratégie de marketing et de promotion pour le secteur avec la participation d'un expert international en marketing touristique et développement économique. Cette série de réunions et d'ateliers avec la participation d'un expert international en marketing touristique et développement économique, David Ward-Perkins, s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme de coopération entre le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), précise mardi le communiqué dudit ministère. La mission de

l'Expert, qui a entamé lundi une mission de travail de cinq jours en Algérie, s'inscrit également dans la perspective de la continuité du projet «Elaboration d'une stratégie de marketing et promotion de l'image de la destination Algérie». Elle aura pour objet d'«étudier la composante et la spécificité de la destination touristique "Algérie", afin de mettre en place une stratégie de

marketing et de promotion pour le secteur du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial», souligne la même source. Plusieurs autres secteurs ministériels sont impliqués dans cette démarche, tels que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des

Transports et des Travaux publics, de l'Agriculture et du Développement agricole et d'autres secteurs liés au développement du tourisme dans notre pays, ajoute-t-on. En plus de ces partenaires, des cadres du ministère, des organismes sous tutelle, des opérateurs économiques, des partenaires sociaux, des journalistes, des professeurs chercheurs et

d'autres acteurs dans le domaine seront présents à ces réunions de travail. A noter que M. Ward-Perkins a déjà travaillé en Algérie entre 1971 et 1972. Il est spécialisé dans le tourisme stratégique, ayant une solide expérience du monde économique, en particulier du marketing et de la stratégie de marque, conclut le communiqué.

Malek M./APS

La Bourse de Tokyo

Le Nikkei ouvre sur un petit rebond

LA BOURSE de Tokyo a ouvert sur un petit regain hier, imitant Wall Street, bien que les craintes relatives au nouveau coronavirus chinois restent vives. L'indice vedette Nikkei, qui avait chuté lundi et mardi, reprenait 0,15 % à 23 249,48 points hier vers 09h30 (00h30 GMT), tandis que l'indice élargi Topix faisait du surplace (+0,00 % ou 0,02 point) à 1 692,32 points. La Bourse de New York a terminé dans le vert mardi, retrouvant des couleurs au lendemain d'une séance qui avait vu les principaux indices enregistrer leur plus fort recul en plusieurs mois sur fond d'inquiétudes grandissantes autour du coronavirus provoquant une pneumonie potentiellement mortelle. Le nombre officiel des morts du virus en Chine est monté hier à 132, contre 106 la veille, d'après un nouveau bilan officiel. Un avion avec 206 ressortissants japonais évacués de Wuhan est arrivé hier matin à Tokyo. Quelque 450 autres Japonais ont également exprimé le souhait de rentrer. Au Japon, sept cas ont été recensés à ce jour, selon le ministère de la Santé. R. E.

Tébessa

Plusieurs projets en cours de réalisation pour renforcer le réseau routier

■ Plusieurs projets ont été lancés dans la wilaya de Tébessa pour renforcer le réseau routier visant à désenclaver la population de plusieurs régions et mechtas, a indiqué le directeur local des travaux publics.



Par Nassima A.

« Les chantiers en cours concernent principalement la réalisation de nouveaux chemins communaux et la mise à niveau d'autres qui sont dans un état de grande dégradation dans le but de stabiliser les habitants dans leurs régions », a précisé à l'APS le même responsable. Une nouvelle voie reliant les régions de M'dila et Soukies est en voie de réalisation sur une distance de 36 km, ainsi que

deux ouvrages d'arts, nécessitant une enveloppe financière de 1,2 milliard DA, a annoncé le directeur local du secteur, ajoutant que le taux d'avancement des travaux est de l'ordre de 10 %. Une deuxième route reliant M'dila et la commune de Stah Guentis, sur une longueur de 34 km, est en cours de réalisation pour un investissement de l'ordre de 1,2 milliard DA, a indiqué le même responsable, affirmant que 24 km seront réceptionnés au cours de l'année 2020. Les travaux de réalisation d'une route entre les

régions de Garn El kebche et Oum Lekmakem ont été également lancés sur une distance de 1,8 km, a révélé le même responsable, soulignant que ce projet « important » permettra de relier les communes de Bir El Ater et Tlijjene. Aussi, une opération de réalisation d'une route entre Stah Guentis et la région d'El Djorf a été lancée sur une longueur de 10 km, a ajouté M. Salmi. Par ailleurs, un projet de réhabilitation du chemin de wilaya n 2 au niveau du tronçon reliant le poste frontalier Bouchebka et la commune d'Oum Ali sur 21,5 km a été entamé, a révélé le même responsable, soulignant que la réfection de cette route permettra d'alléger la circulation sur la RN 10 reliant Tébessa et Oum El-Bouaghi et la RN 16 reliant Tébessa et El Oued. A noter que la wilaya de Tébessa compte un réseau routier « important » estimé à 2.891 km, dont 623 routes nationales, 418 chemins de wilayas et 1 850 chemins communaux. Pour rappel, cette wilaya frontalière a bénéficié en 2019 d'une enveloppe financière de l'ordre de 5 milliards DA pour la réhabilitation de plusieurs routes sur un total de 120 km, a indiqué le même responsable.

N. A./APS

El Tarf/Cheffia et Sidi Belgacem

Renforcement prochain de l'alimentation en eau potable

La cité de Sidi Belgacem relevant de la commune d'El Tarf et la localité rurale Essed, de la commune de Cheffia, où les travaux de réalisation de 2 réservoirs d'eau ont été lancés récemment, seront « prochainement » renforcés en matière d'alimentation en eau potable, a indiqué le directeur local des ressources en eau. S'exprimant à l'occasion des travaux de la 4^e session de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de l'exercice 2019, Abdelhamid Azza a affirmé que ces réservoirs d'une capacité de 1 000 m³ concernant celui de la cité de Sidi Belgacem et de 500 m³ celui d'Essed, permettront notamment d'améliorer la fréquence de distribution de l'eau potable. Le réservoir d'eau de la localité

rurale d'Essed sera mis en service au mois de juin prochain au profit de près de 600 foyers, alors que celui de Sidi Belgacem sera fonctionnel durant le mois d'octobre 2020, au profit de près de 900 âmes, a-t-il indiqué. Lors des travaux de cette session dédiée, entre autres, au débat du dossier de l'environnement, le wali d'El Tarf, Benarar Harfouche, a rappelé les efforts consentis par l'Etat pour l'amélioration des conditions de vie des populations de cette wilaya frontalière. Il a indiqué par ailleurs qu'en matière de développement local pour l'exercice en cours, la wilaya a bénéficié d'une requalification de 16 opérations de développement pour un montant de 800 millions de dinars, en sus de

divers autres projets, inscrits au titre du programme communautaire de développement (PCD), pour plus de 850 millions de dinars. Il a en outre fait état de l'octroi de 450 millions de dinars du fonds national de l'eau potable (FNE) pour améliorer l'alimentation en eau potable et de 20 bus pour le ramassage scolaire ainsi que le rééquilibrage financier en faveur de 3 communes déficitaires. Le wali a, par ailleurs, instruit le directeur des ressources en eau de trouver, dans un délai d'un mois, une solution au problème de déversement des eaux usées de la cité Merdim à El Kala vers le Lac Oubeira. Un vibrant hommage a été, en outre, rendu à l'élu Khemis Drissi, décédé il y a une semaine.

Samy T.

Guelma/ Héliopolis et El Fedjoudj

Mise en service du réseau de gaz naturel au profit de plus de 250 foyers

Au total, 253 foyers de trois groupements d'habitations rurales dans les communes d'Héliopolis et El Fedjoudj (Guelma), ont bénéficié de la mise en service du réseau de gaz naturel, tandis que plusieurs autres projets de raccordement au gaz naturel ont été lancés. Présidée par le wali, Kamel Abla, à l'occasion de la journée nationale du commerçant (28 janvier de chaque année), cette opération financée dans le cadre du fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales a permis de raccorder 100 foyers du groupement rural de Béni Haroun et de l'extension de cette agglomération, situés dans la commune d'Héliopolis, selon les explications fournies sur les lieux par les représentants de la direction de l'énergie. Aussi, 153 autres foyers du

groupement rural de Nechem (commune d'El Fedjoudj) ont bénéficié de l'approvisionnement en gaz naturel à raison d'un coût du raccordement par foyer estimé à plus de 50 000 dinars pour un réseau d'une longueur d'environ 8,87 km. En sus de la mise en service du réseau de gaz naturel au

profit de ces foyers, les autorités locales ont supervisé le lancement des travaux d'approvisionnement en gaz naturel de 150 foyers ruraux de la localité de Yahia Allout, appelée El Chatah (commune d'Héliopolis). « Le raccordement au réseau de gaz naturel de 7 autres groupements d'ha-

bitations rurales, répartis à travers plusieurs communes sera mis en service dans les prochains jours », a déclaré, le chef de l'exécutif local, indiquant que « tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour réaliser ce projet ». Par ailleurs, le wali de Guelma a présidé la célébration

de la journée nationale du commerçant à l'institut national spécialisé de formation et la gestion « Kadour Djebabla », organisée par le bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens en coordination avec la Chambre de commerce et d'industrie CCI Mermoura. N. O.

Ouargla/ Eau potable

Une commission d'évaluation dépêchée pour accélérer l'achèvement des projets

Une commission d'évaluation des projets liés à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement dans la wilaya de Ouargla a été dépêchée par le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a indiqué le ministère

public de l'eau et de l'assainissement, a fait savoir la même source. Selon le communiqué, il s'agira pour la commission, conduite par le secrétaire général du ministère, de booster les entreprises en charge de la réali-

sation du programme de développement et de donner un coup d'accélérateur aux travaux afin de répondre aux préoccupations légitimes des citoyens. En effet, plusieurs opérations inscrites dans le cadre des différents plans de développement, aussi bien dans le volet alimentation en eau potable que sur le plan de l'assainissement, sont en cours de réalisation et affichent des taux d'avancement différents, souligne le ministère. S'agissant de travaux urgents qui permettront d'améliorer le cadre de vie des citoyens et d'atténuer considérablement les risques de maladies à transmission hydrique, la délégation tracera un plan d'actions pour l'achèvement de ces projets dans les meilleurs délais, selon la même source.

R. R.

Tindouf

Reprise de la vente des aliments de bétail aux éleveurs

La vente des aliments de bétail aux éleveurs de la wilaya de Tindouf vient de reprendre au niveau de l'unité locale de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) après une interruption pour des raisons techniques, a-t-on appris hier auprès de la direction des services agricoles (DSA). L'opération de vente s'effectue suivant un calendrier établi par les services concernés, après l'assainissement des listes des éleveurs bénéficiaires, conviés au début de

cette année à mettre à jour leurs dossiers d'approvisionnement, a expliqué le DSA, Laid Bouazza. La vente porte sur l'approvisionnement des éleveurs de la région en orge à un prix soutenu par l'Etat. De nombreux éleveurs ont salué cette reprise d'approvisionnement après une rupture temporaire ayant influé négativement sur l'élevage, en l'absence d'aires de pacage et en raison du phénomène de sécheresse qui sévit dans cette wilaya éloignée des centres d'approvi-

sionnement en la matière. Près de 1.490 éleveurs, dont 843 chameliers et 647 éleveurs d'ovins, sont recensés par la direction régionale de la CCLS, dont le siège est à Béchar. Ouverte en août 2019, l'unité de Tindouf de la CCLS a mis à la disposition des éleveurs locaux durant cette période une quantité globale de 15 870 quintaux d'orge, selon les données de cette unité.

R. R.

les meilleurs délais, selon la même source. APS

Libye

8^e sommet du Comité de haut niveau de l'UA aujourd'hui à Brazzaville

■ Le 8^e sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, auquel prendront part plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les parties en conflit en Libye, se tiendra aujourd'hui à Brazzaville (Congo).

Par Sabiha O.

Le sommet a pour objectif d'étudier l'évolution de la situation en Libye, avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA prévu en février prochain à Addis-Abeba, en Ethiopie. La rencontre, qui intervient quelques jours seulement après une réunion à Berlin en Allemagne (au niveau des chefs d'Etats et de gouvernement) et une autre à Alger (au niveau des ministres des Affaires étrangères) consacrées à la situation en Libye, sera marquée par la présence des acteurs du conflit et autres représentants d'organisations continentales et internationales pour tenter de trouver une solution politique à cette crise. Le représentant spécial et chef de la mission d'appui des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé, et le secrétaire exécutif de la communauté des Etats sahélo-sahariens, Ibrahim Sani Abani, sont attendus à cette rencontre.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, le président en exercice de l'UA, Abdel Fattah el-Sissi, et le commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'UA, Ismaël Chergui, seront également présents à ce sommet. La partie libyenne sera représentée par les deux princi-



paux protagonistes, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA), Faye Mustapha Al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, ainsi que par le président du Haut Conseil d'Etat, Khaled Al-Michri, et le président du parlement, Aguila Saleh Issa. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, est aussi attendu à cette réunion en qualité de représentant d'un

pays ayant organisé une réunion, le 19 janvier dernier à Berlin, pour relancer le processus de paix en Libye. Pour rappel, lors de la Conférence internationale sur la Libye tenue à Berlin, à laquelle a pris part le président de la République, Abdelmajid Tebboune, les participants ont convenu de la mise en place d'un comité devant assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions de la confé-

rence, et ce sous l'égide de l'ONU, une démarche tendant à «consolider» la trêve et le cessez-le-feu entre les forces du Gouvernement d'union nationale et celles du Maréchal Haftar. A Alger, la réunion sur la Libye des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de ce pays (Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, Tchad et Niger) ainsi que le Mali au vu des retombées de la crise libyenne sur ce pays

de la région, a mis en avant la nécessité d'accompagner les Libyens dans la dynamisation du processus de règlement politique de la crise à travers un dialogue inclusif.

Le Sénégal plaide pour une plus grande implication de l'Union africaine

Le président sénégalais, Macky Sall, a appelé à «une solution politique» en Libye impliquant l'Union africaine, se disant «inquiet» que des armes utilisées par les belligérants de ce pays en plein chaos se propagent au Sahel, déjà confronté aux attaques terroristes. Macky Sall s'exprimait à l'issue d'un entretien avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, qui achevait à Dakar une tournée africaine qui l'a également conduit en Algérie et en Gambie. «Je lui ai indiqué l'inquiétude du continent africain sur les conséquences de ce qui se passe actuellement en Libye et avant tout, notre volonté d'impliquer l'Union africaine dans toute recherche de solution», a expliqué devant la presse le président sénégalais.

«L'inquiétude de l'Afrique est que toutes ces armes risquent de transiter par le Sahel. Notre conviction est que le conflit libyen se résoudra par la voie politique et non la voie militaire», a ajouté Macky Sall. Ces propos ont été tenus alors que le Conseil de sécurité de l'ONU discute en ce moment d'un projet de résolution réclamant «un cessez-le-feu permanent» en Libye.

Le texte évoque des «contributions d'organisations régionales» pour la surveillance de ce cessez-le-feu.

Kamel L./R. M.

S. O./APS

Tunisie

Plusieurs partis favorables à la proposition d'un gouvernement restreint

Les représentants des partis tunisiens, Ennahdha, le Courant démocrate, Echaab et Tahya Tounès ont favorablement accueilli la proposition du Chef du gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh, d'un «gouvernement restreint», ne dépassant pas 27 ministres sans secrétaires d'Etat. Ils ont présenté, lors de la discussion du document de référence du programme gouvernemental à Dar Dhiafa, une série de suggestions à caractère économique et social, selon l'Agence tunisienne TAP. Mohamed Msellini, du mouvement Echaab, a indiqué que les suggestions de son parti s'articulent autour de l'économie solidaire, la réappropriation des richesses nationales, l'instauration d'un système de transparence, la lutte contre la corruption et l'économie parallèle. Il a insisté sur «le besoin de politiques capables de sortir le pays de sa crise économique et sociale», précisant que «le mouvement ne s'oppose pas à l'idée d'un gouvernement restreint», indiquant qu'Echaab a «exprimé le souci de parvenir à la formation d'un gouvernement cohérent capable de rétablir la confiance du citoyen en l'Etat». Imed Hammami, membre du bureau politique du mouvement Ennahdha, cité par la même source, a, de son côté, affirmé que son parti n'a pas encore tranché la question de sa participation au gouvernement d'Elyes Fakhfakh. «Ennahdha exige des conditions qu'il discutera avec le

Chef du gouvernement désigné», a-t-il dit avant d'ajouter que le mouvement reste toujours à la disposition du pays. «Ennahdha soutient l'idée d'un gouvernement réduit en nombre de ministres qui s'attaquera en priorité à l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens et œuvrera à une meilleure gestion du pouvoir entre les trois présidences», a-t-il ajouté. Parmi les réformes que le parti juge nécessaires, Hammami a notamment cité la modernisation des méthodes de travail au sein des structures de l'Etat, la numérisation et le développement des secteurs de la santé et de l'éducation. Sur l'attachement d'Ennahdha à la participation de Qalb Tounès au gouvernement, Imed Hammami a rappelé que son parti s'est prononcé lors de la réunion du Conseil de la Choura durant le week-end, en faveur de l'élargissement des concertations à tous les groupes parlementaires et qu'il ne reviendra pas sur sa position. De son côté, le dirigeant du Courant démocrate, Mohamed Hamdi, a indiqué que le document présenté par le Chef du gouvernement désigné est un document fixant les principales priorités de l'action gouvernementale dans les prochains mois. Pour le Courant, ce document est acceptable du point de vue de son contenu ainsi que de sa vision générale. Avant d'entreprendre toute réforme, a-t-il estimé, il faut assainir le climat général, faire prévaloir l'Etat de droit et des

institutions et lutter contre la corruption. Il s'agit, également, d'opter pour une économie sociale et solidaire et renforcer le rôle de l'Etat dans la relance économique. Il a, en outre, indiqué que la proposition d'un gouvernement restreint qui compterait 27 ministres et pas de secrétariat d'Etat a été retenue, avec la possibilité de garder l'actuelle structure du gouvernement. Les rectifications proposées par les partis doivent être prises en compte et examinées lors de la prochaine réunion, a-t-il encore expliqué. De son côté, le dirigeant de Nidaa Tounès, Marwen Felfel, a relevé que la réunion avec Elyes Fakhfakh a permis d'évoquer la question du rétablissement de la confiance et la mise en place d'un cordon politique cohérent autour d'un programme clair, et ce, pour sortir de la crise actuelle. Elyes Fakhfakh a présenté sa vision pour les prochaines réformes ainsi que les priorités économiques et sociales et le parachèvement du processus de la mise en place des institutions. Sur le fait d'écarter Qalb Tounès du gouvernement, Felfel a fait observer que «le débat reste ouvert». Une deuxième séance de discussions se tiendra mardi après-midi en présence des représentants du parti de l'Union populaire républicaine, de Nidaa Tounès, d'al-Badil et de Afek Tounès. Le mouvement Machrou Tounès a décliné l'invitation.



Brexit

Le Parlement européen s'apprête à couper le cordon avec émotion

■ Le Parlement européen votait hier pour ratifier le traité de retrait sur les modalités du divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, une journée particulière chargée d'émotion, deux jours avant la sortie des Britanniques.

Par Rosa C.

Nigel Farage, chef de file du Brexit Party et opposant historique de l'UE pendant deux décennies au sein même de l'hémicycle, a ouvert le bal dans la matinée avec une conférence de presse aux accents triomphants. «A 23h00 heure de Londres le 31 janvier nous allons quitter l'Union européenne et passer le point de non-retour», s'est-il réjoui. Il s'est dit satisfait d'avoir joué «le vilain de la farce», alimentant l'opposition à l'UE depuis l'intérieur du Parlement à l'aide de clips YouTube et d'interventions très théâtrales. Mais il a insisté sur la gravité du Brexit, qu'il a comparé à la rupture d'Henri VIII avec le



P.L. > D.R.



Commentaire

Autosatisfaction

Par Fouzia Mahmoudi

Si cela fait déjà plusieurs années que Donald Trump annonçait qu'il présenterait avant la fin de son premier mandat à la Maison-Blanche un plan de paix «historique» pour le Proche-Orient, c'est avec beaucoup de suffisance et d'autosatisfaction qu'il a finalement dévoilé mardi la feuille de route américaine pour une résolution du conflit israélo-palestinien. Une présentation insolite lors de laquelle était présent Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, et qui a donné lieu à beaucoup d'autocongratulations, comme si le dévoilement même de ce plan résoudre par magie un conflit qui mine le Proche et le Moyen-Orient depuis près de 80 ans. Sans surprise, les dirigeants palestiniens qui avaient annoncé en amont leur rejet du plan de Trump ne faisaient pas partie de la «fête» et ont immédiatement réitéré leur refus catégorique de se soumettre aux conditions proposées. Dans tout cela rien d'étonnant, si ce n'est les réactions positives de nombreux pays arabes face au plan «israélo-américain» qui fait la part belle à l'État hébreu à tous les niveaux. Les représentants à Washington des Émirats arabes unis, de Bahreïn et d'Oman ayant en effet assisté à la mise en scène triomphante à Washington. Leur présence inattendue, au milieu des partisans enthousiastes de Netanyahu, qui n'a pas manqué de les saluer, indique que le consensus arabe sur la Palestine, incarné par le plan du roi Abdallah d'Arabie saoudite en 2002, commence sérieusement à prendre l'eau. Ce texte, adopté par la Ligue arabe, appelle à la création d'un État palestinien sur l'ensemble des territoires occupés de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Autant d'éléments absents du document dévoilé par la Maison-Blanche, qui offre aux Palestiniens un pseudo-État, morcelé par les colonies, amputé de la vallée de Jourdain, avec, en guise de capitale, de simples faubourgs de la Ville sainte. Pourtant, les réactions sur la scène diplomatique arabe sont loin d'être unanimement négatives. Les Émirats arabes unis, qui se sont discrètement rapprochés d'Israël ces dernières années, ont salué «une initiative sérieuse, un important point de départ pour un retour à la table des négociations». «Les dirigeants émiratis sont très mécontents de la direction palestinienne, juge Abdulkhaleq Abdulla, un politologue de Dubaï. Ils estiment qu'elle devrait saisir ce qu'on lui offre, plutôt que de prendre le risque de tout perdre». Le ministère des Affaires étrangères du royaume saoudien, chef de file autoproclamé du camp sunnite face à l'expansionnisme de Téhéran au Proche-Orient, a «apprécié à leur juste valeur les efforts» des États-Unis. Une déclaration tempérée par le roi Salman, qui a redit son soutien «inébranlable» aux droits des Palestiniens lors d'une conversation téléphonique avec Mahmoud Abbas. En 2018, le souverain de Riyad avait d'ailleurs recadré son fils, le prince héritier Mohammed Ben Salman, à la suite de propos perçus comme trop favorables à Israël. L'Égypte, qui fut pourtant un pilier du processus de paix d'Oslo et de la solution à deux États, enterrés par le plan Trump, a pour sa part exhorté les deux parties à «prendre en considération la vision américaine». Les Palestiniens se retrouvent bien isolés et même leurs alliés arabes semblent, mis à part la Jordanie, les avoir abandonnés et n'hésitent pas à les critiquer pour leur refus d'un accord pourtant aussi vain que ridicule. Reste à voir comment les Américains réagiront face au refus de l'Autorité palestinienne d'accorder à ce plan le moindre crédit et si cela les poussera à se montrer encore plus, si cela est seulement possible, unilatéralement pro-israéliens qu'ils ne le sont déjà aujourd'hui. F. M.

pape de Rome en 1534. Le vote historique est prévu vers 18h00 (17h00 GMT) à l'issue d'un débat de deux heures. Le scrutin en lui-même ne durera que quelques minutes et devrait se conclure sans surprise par le feu vert du Parlement, à la majorité simple des voix exprimées. Dès le matin, le bâtiment bruissait de l'affluence des grands jours. De nombreux médias se sont installés pour raconter l'événement en direct tout au long de la journée. «C'est une blessure pour nous», a commenté le président du Parlement européen David Sassoli dans un entretien à CNN, à la veille de cette journée particulière. «Mais nous devons respecter la volonté des citoyens britanniques». Sur l'esplanade du Parlement, un couple de touristes a attendu qu'un journaliste ait fini son intervention pour poser devant le drapeau britannique. «Pendant qu'il est encore là. Parce que c'est très triste», a dit le mari avant de prendre un air contrit pour poser. Le repré-

sentant du Royaume-Uni auprès de l'UE, Tim Barrow, a déposé hier matin au Conseil européen le document officiel montrant que Londres a rempli toutes ses obligations légales pour sortir de l'UE. La toute dernière étape sera l'adoption par procédure écrite jeudi du traité par le Conseil (les États membres). Après 47 ans d'une relation souvent difficile, le Brexit sera effectif vendredi à 23h00 GMT. Il y a une semaine, la commission parlementaire chargée du dossier a recommandé un vote en faveur de l'accord, à une très large majorité. Sur les 26 membres, seuls trois s'y sont opposés, des élus britanniques issus du parti travailliste, des LibDem et du parti national écossais (SNP). A cette occasion, Guy Verhofstadt, qui a présidé le groupe de contact pendant toutes les négociations sur le traité, a rappelé qu'il ne s'agissait pas de bloquer le divorce. «Le choix est entre un Brexit ordonné et un Brexit dur» a-t-il insisté. Les pro-Brexit bri-

tanniques ont prévu la plupart de leurs célébrations chez eux. Le moment est peu glorieux pour le bloc européen: après des années d'élargissement, c'est la première fois qu'un membre s'en va. Une courte cérémonie est prévue à l'issue du vote. Mardi, le Royaume-Uni avait participé à son dernier conseil des ministres de l'UE, l'occasion pour le représentant britannique Christopher Pincher, ministre pour l'Europe et les Amériques, de se réjouir d'«un monde très différent et d'une relation très différente» à venir. Un chapitre se ferme, mais une nouvelle période de négociations tout aussi difficile s'ouvre: pendant la période de transition, au cours de laquelle le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles communautaires, l'UE et Londres vont devoir s'entendre sur leur future relation, en particulier un accord commercial. R. C.

Burkina Faso

39 personnes tuées samedi dans le Sahel

Au total 36 civils ont été tués, samedi, dans une attaque terroriste, à Silgadjî, localité située dans la commune de Tongomayel, province du Soum, au Sahel burkinabè, a annoncé, mardi soir, le gouvernement burkinabè dans un communiqué. Le gouvernement burkinabè indique qu'«une attaque terroriste a été perpétrée dans le village de Silgadjî, localité située dans la commune de Tongomayel, dans la province du Soum, le samedi 25 janvier 2020». «Les opérations de ratisage entreprises dans la zone par les Forces de Défense et de Sécurité ont permis de constater la mort de trente-neuf de nos concitoyens dans cette attaque lâche et barbare», souligne le

communiqué. Le texte ajoute que les Forces de Défense et de Sécurité ont apporté leur aide et leur soutien aux populations pour l'inhumation des victimes. Le gouvernement présente «ses condoléances aux familles des victimes et à la population meurtrie de la commune de Tongomayel». Le gouvernement tient à réaffirmer sa détermination à créer toutes les conditions pour une sécurisation effective des habitants des villages dans les zones visées par les attaques des groupes armés terroristes, assure le communiqué. Il appelle les populations dans les zones de fort défi sécuritaire à éviter les rassemblements qui donnent l'occasion aux terroristes de perpétrer leurs

attaques et invite tous les burkinabè à un respect strict des consignes de sécurité et à une vigilance accrue. Cette attaque est intervenue une semaine après un autre attentat qui avait également fait 36 morts parmi les civils dans le Centre-nord du Burkina Faso. Le gouvernement avait décrété 48 heures de deuil national. Depuis avril 2015, le Burkina Faso fait l'objet d'attaques terroristes ayant fait à ce jour plus de 700 morts et des milliers de déplacés. Face à la situation, le Parlement burkinabè a autorisé la semaine dernière l'armée à recruter des volontaires parmi les civils pour la seconder dans la lutte contre le terrorisme. R. I.

Les inscriptions ouvertes aux intéressés

Prix Mohia d'Or du meilleur texte théâtral en tamazight

■ Les personnes intéressées par le concours Prix Mohia d'Or du meilleur texte dramaturgique en tamazight peuvent envoyer leurs œuvres avant le 27 mars prochain. Organisé par la maison de la culture de Tizi Ouzou, l'Apw, le théâtre régional Kateb-Yacine ainsi que l'association Mouloud-Feraoun, le but majeur de ce concours est de promouvoir l'écriture théâtrale et encourager les jeunes à plus de créativité en langue amazighe.

Par Abia Selles

Les passionnés de l'écriture dramatique en langue amazighe sont appelés à participer au Prix Mohia d'Or. Les candidats devront envoyer leurs textes avant le 27 du mois de mars prochain, date limite pour le dépôt des textes. Les auteurs dramatiques en langue amazighe dans tout le territoire national sont appelés à participer à ce concours, expliquent les organisateurs. Le but majeur de ce concours est de mettre en relief l'œuvre de Mohia, la promotion de la pratique théâtrale et l'encouragement des jeunes à la création artistique en général, et à l'écriture dramatique ainsi qu'à la production théâtrale en particulier, précise la même source. La cérémonie de remise du prix est prévue pour le 20 avril prochain.

Il est à rappeler que Mohia, de son vrai nom Mohia Abdellah, est écrivain, dramaturge et traducteur de langue amazighe (kaby-le). Interne au lycée Amirouche à Tizi Ouzou, le jeune Mohia était un brillant élève. Il décroche son bac en 1968. Il rejoint l'université d'Alger où il poursuit des études supérieures en mathématique. Après avoir obtenu sa licence, il réussit un concours pour com-



mencer des études d'ingénierie en hydraulique en France et cette année-là, il intègre le groupe d'études amazighes créé à l'université Paris VIII. Il a ensuite enseigné la langue amazighe et commencé à publier des poèmes, des nouvelles ainsi que

de nombreuses traductions vers la langue kabyle (plus d'une vingtaine de pièces de théâtre).

Son œuvre, fruit de plus de trente années de travail, d'interprétation et de réflexion philosophique, est aujourd'hui l'objet de la convoitise d'une pensée nou-

velle en Algérie. Le Prix Mohia d'Or de la meilleure dramaturgie en tamazight est un concours institué en 2014 par la direction de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou en collaboration avec l'APW de la ville, le théâtre régional Kateb-Yacine et l'association

Mouloud Feraoun. En 2018, le ministère de la Culture a institutionnalisé ce concours pour la promotion de la pratique théâtrale et l'encouragement des jeunes à la création artistique et à l'écriture dramatique en langue amazighe. **A. S.**

«Propriété intellectuelle et traduction théâtrale en Algérie»

Des mécanismes de traduction des textes de théâtre recommandés

Les participants au premier colloque national sur «la propriété intellectuelle et traduction théâtrale en Algérie», ouvert mardi à Sidi Bel-Abbès, ont insisté sur la nécessité de mettre en place de véritables mécanismes de traduction des textes du théâtre algérien à d'autres langues.

Le doyen de la faculté de lettres et langues de l'université «Djillali-Liabès» de Sidi Bel-Abbès, Agag Kada, a indiqué que l'intellectuel en particulier et le citoyen occidental en général méconnaissent la réalité culturelle et théâtrale algérienne, ce qui nécessite la mise en place de mécanismes efficaces de traduction des textes de théâtre algériens dans différentes langues étrangères.

L'intellectuel algérien et arabe connais-

sent plus sur la culture française et anglaise que la leur, a-t-il fait remarquer, soulignant que ce déficit dans la transmission du savoir et de la culture fait que l'Occidental méconnaît l'Algérie et sa culture.

Les participants à ce colloque ont appelé à ouvrir des perspectives de dialogue entre les civilisations et les cultures et à encourager l'Occident à découvrir la véritable culture algérienne en offrant de nouveaux horizons à la traduction, à la recherche intellectuelle et à l'économie qui peut profiter grâce à l'animation touristique et culturelle.

Les intervenants ont traité de plusieurs axes abondant, notamment, les règlements et lois générales relatives à la protection de la propriété intellectuelle, au droit d'auteur et à la responsabilité juridique, ainsi que le statut

de l'auteur traducteur et la traduction théâtrale de la langue arabe à des langues étrangères.

Cette rencontre de deux jours, initiée par le laboratoire de texte théâtral algérien et étude des dimensions intellectuelles et esthétiques et le laboratoire de la critique et études littéraires et linguistiques de l'université «Djillali-Liabès» de Sidi Bel-Abbès en collaboration avec les directions de la culture et la jeunesse et des sports et le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, a enregistré la participation d'universitaires, artistes, metteurs en scène, dramaturges hommes de lettres et intellectuels. **F. H.**

«Sauver» la zaouia El-Hachimia à Touggourt

La société civile se mobilise

Des démarches sont entreprises par la société civile pour «sauver» la zaouia El-Hachimia, située à ksar Mestaoua à Touggourt (160 km au Nord d'Ouargla), a-t-on appris mardi auprès de l'association locale «Tajmaât» pour la revitalisation du patrimoine urbain de des monuments historiques de cette ville.

L'initiative consiste à prendre les mesures d'urgence nécessaires pour éviter les risques d'effondrement de ce site historique qui tombe en ruine, en attendant le lancement d'une opération de réhabilitation et de

remise en état, sous la supervision du secteur la culture, a-t-on expliqué.

Elle comprend aussi l'organisation d'une rencontre en coordination avec la zaouia de la Tarika (confrérie) El-Kadiria en Algérie et en Afrique général (basée dans la commune de Rouissat) en vue de sensibiliser les citoyens et les autorités concernées sur l'importance de cette ancien lieu de culte inscrit sur la liste d'inventaire supplémentaire pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la wilaya de Ouargla, précise la même source. La zaouia El-Hachimia a

longtemps joué un rôle considérable en tant que centre de rayonnement culturel et religieux dans l'enseignement du Coran et de la Sunna (conduite du prophète Mohamed QSSSL) au ksar de Mestaoua et dont l'édification date d'avant le 15^e siècle, a-t-on fait savoir. L'association souligne que ce ksar est, lui aussi, dans un état de dégradation très avancé, ce qui impose une intervention urgente des instances chargées du patrimoine, notamment les directions du Tourisme et de la Culture. La wilaya de Ouargla recèle un riche patrimoine ksourien composé d'une vingtaine de

ksour, répartis sur le territoire du Grand Ouargla (vallée de l'Oued M'ya) et du Grand Touggourt (vallée de l'Oued Righ), dont deux sont classés patrimoine national (ksar de Ouargla et celui de Témacine), ainsi que 16 autres inscrits comme patrimoine culturel.

Considéré comme un véritable symbole d'une des plus anciennes architectures sahariennes connues dans cette région du sud-est du pays, ce patrimoine ksourien est susceptible de contribuer à la promotion de la destination au plan touristique. **D. R.**

AGEND'ART

Salle Ibn Zeydoun à 19h
30 janvier :

L'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère algérien de la Culture, organise un concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestior. le prix du ticket d'entrée est fixé à 600 DA.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah
Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Aïn Beïda).

Galerie Ifru Design
Jusqu'au 31 janvier :

Exposition «Homages» de l'artiste Abdelhalim Boukhalfa.

Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 2 février :

Exposition artistique collective avec la participation de 33 artistes plasticiens, à l'occasion du 37^e anniversaire de la fondation de l'Union nationale des arts de la culture (Unac).



Championnats européens Trois Algériens parmi les meilleurs buteurs

TROIS INTERNATIONAUX algériens figurent dans le Top 10 du classement des meilleurs buteurs africains dans les Championnats majeurs européens de football. Avec ses huit buts en 20 matchs avec Montpellier (France), Andy Delort est le mieux classé des trois (6^e), suivi d'Ismaïl Slimani (8^e), auteur de 7 buts en 13 matchs joués avec l'AS Monaco (France) et Riyad Mahrez (Manchester City/Angleterre), avec le même nombre de buts mais inscrits en 20 rencontres (10^e). Le «serial-buteur» gabonais d' Arsenal, Pierre-Emerick Aubameyang, trône la première place. Le capitaine des «Panthères» n'a pas trouvé le

chemin des filets le week-end dernier. Toutefois, et avec l'impressionnant total de 14 réalisations dans son escarcelle en 22 apparitions cette saison, il trône toujours au sommet du classement. A la seconde marche du podium, pointe l'Egyptien de Liverpool Mohamed Salah (11 unités en 20 matchs), devant le Sénégalais du FC Metz (France), Habib Diallo (11 buts également en 21 matchs) et l'autre Sénégalais des «Reds», Sadio Mané (11 buts en 22 renaiscontres). La révélation nigériane de Lille (France), Victor Osimhen (21 ans) complète le Top 5 africain avec 10 réalisations en 20 apparitions cette saison en Ligue 1.

Ligue des champions d'Afrique Des officiels égyptiens pour JSK-EST

LA CONFÉDÉRATION africaine de football (CAF) a désigné l'arbitre international égyptien Amin Mohamed Omar pour officier le match JS Kabylie-ES Tunis, prévu le samedi 1^{er} février à 17h00 au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou pour le compte de la sixième et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des cham-

pions, groupe D. Le directeur de jeu égyptien sera assisté de ses deux compatriotes, Ahmed Tawfik Teleb Ali et Yousef El-Bastay. Lanterne rouge du groupe D avec 4 points, la JS Kabylie est éliminée de la prestigieuse compétition africaine après la lourde défaite essuyée samedi dernier à Kinshasa face à l'AS Vita Club (4-1).

Basket-ball / Nationale Une (9^e J - Match avancé) Le GSP bat le GC Cosider

LES BASKETTEUSES du GS Pétroliers se sont imposées devant leurs homologues du GC Cosider sur le score de 66 à 43, en match avancé de la 9^e journée du Championnat de Nationale Une (dames) de basket-ball, disputé mardi à Alger. A la faveur de cette victoire, les Pétroliers consolident leur place de leader

avec 18 points et restent invaincues, alors que le GC Cosider occupe le 4^e rang avec 13 points. Cette rencontre de la 9^e journée a été avancée à cause de la participation des Pétroliers à la 5^e édition Jeux arabes des clubs féminins de Sharjah (Emirats arabes unis), prévue du 2 au 12 février.

Handball/Tournoi de qualification olympique (TQO N.3) L'EN entamera le tournoi devant la Slovénie

LA SÉLECTION algérienne de handball, versée dans le tournoi N.3 de qualification olympique (TQO), prévu du 17 au 19 avril à Berlin (Allemagne), entamera sa campagne de qualification aux Jeux olympiques 2020 face à la Slovénie, selon le programme dévoilé mardi par la Fédération internationale de la discipline (IHF).

Le TQO N.1 regroupe la Norvège (organisateur), le Brésil, le Chili et la Corée du Sud, alors que TQO N.2 est composé de la France (organisateur), de la Croatie, du Portugal et de la Tunisie.

Six pays sur douze ont déjà assuré leur qualification aux JO-2020.

Il s'agit du Japon (organisateur), Danemark (tenant), Espagne, Egypte, Argentine, Bahreïn.

Programme du TQO N.3 (à Berlin du 17 au 19 avril) :
1^{re} journée (vendredi 17 avril) :

Slovénie - Algérie
Allemagne - Suède

2^e journée (samedi 18 avril) :

Allemagne - Slovénie
Suède - Algérie

3^e journée (dimanche 19 avril) :

Algérie - Allemagne
Suède - Slovénie

L'Algérie a pris la 3^e place de la CAN-2020, qualificative au TQO, en s'imposant devant l'Angola 32-27 en match de classement, alors que l'Egypte s'est adjugée le tournoi devant la Tunisie (27-23).

Ce TQO donnera donc une autre chance à la sélection nationale d'aller disputer les JO de Tokyo, puisque deux billets sont à glaner dans chacun des trois groupes de TQO.

Coupe d'Algérie de football/ 16^{es} de finale Le PAC et l'USMA en appel

■ Les deux formations de Ligue 1, le Paradou AC et l'USM Alger, seront en appel cet après-midi pour le compte des seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie, en affrontant respectivement le MC El Bayadh et l'ASM Oran.

Par Mahfoud M.

Les deux clubs algériens se sont vu reporter leurs matchs en raison de leur participation à la compétition africaine. Les gars du PAC qui sont en situation difficile, que ce soit en championnat ou en Coupe africaine, souhaitent se reprendre au plus vite et pour cela ils doivent l'emporter face à El Bayadh au stade de Bologhine à Alger. La balance penche logiquement pour les poulains du Portugais Chalo, mais ils doivent, quand même, être très prudents, surtout que la Coupe reste une compétition prisée par ces équipes dites petites et qui souhaitent faire sensation et aller le plus loin possible. Il est clair que les Jaune et Bleu doivent se concentrer sur leur sujet à cent pour cent s'ils ne veulent pas se faire surprendre par cette équipe du MCBEB. De son côté, l'USM Alger se déplacera à Oran pour donner la réplique à l'ASM Oran. Les Rouge et Noir qui restent sur une élimination décevante en Coupe africaine face au Widad de Casablanca doivent se reprendre au plus vite et cela passe par une qualification dans cette épreuve populaire. Il est vrai que ce ne sera pas facile face aux gars de la Medina Djedida qui n'est pas n'importe quelle équipe et qui a pour habi-



Les gars du PAC décidés à se qualifier

tude de faire tomber les «grands». Les poulains de Dziri sont donc avertis et doivent être bien concentrés sur leur sujet et pourquoi pas assurer la qualification durant les 90 minutes pour éviter toute mauvaise surprise. Les gars de Soustara doivent se donner à fond et être très vigilants face aux Oranais qui ne seront pas aussi faibles que certains le penseraient, d'autant

plus qu'ils réussissent un parcours honorable en championnat. M. M.

Le programme :
Jeudi, 13 février :
ASM Oran (L2) - USM Alger (L1) 14h00
Paradou AC (L1) - MCB El Bayadh (IR) 14h00

AS Monaco

Slimani souhaite rejouer en Angleterre

L'attaquant international algérien de l'AS Monaco (Ligue 1 française de football), Islam Slimani, a réitéré à ses dirigeants son désir de quitter le club de la Principauté cet hiver, pour retourner éventuellement en Premier league anglaise, a rapporté lundi soir «France Football». «Inarrêtable lors de la première partie de saison avec Leonardo Jardim, Islam Slimani ne souhaite plus évoluer à l'AS Monaco. L'international algérien a réitéré son désir de quitter le club de la Principauté (...) L'international algérien a de nouveau répété à ses dirigeants son souhait de quitter le club», indique FF. Alors que tout marchait pour lui en début de saison, le limogeage de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim,

à l'origine du recrutement de Slimani (7 buts et 8 passes décisives en Ligue 1), et son remplacement par l'Espagnol Robert Moreno, a fini par changer la donne pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale, relégué sur le banc des remplaçants. «Courtois par de grands clubs anglais (Manchester United, Tottenham), Slimani espère retourner en Premier League lors de ce mercato d'hiver. Mais le joueur sait que son temps de jeu va être amputé par l'arrivée de Roberto Moreno. Il estime également qu'il va être le grand sacrifié avec le passage du 4-4-2 ou 4-3-3. A 31 ans, il ressent une forme d'ingratitude et veut rejoindre une équipe où il se sent désiré», souligne le magazine française, reprenant les

informations des médias anglais qui ont évoqué l'intérêt de Man United et de Tottenham pour les services du buteur des «Verts». Le club monégasque a déjà repoussé une offre d'Aston Villa (Premier league anglaise) pour Slimani, jugée insuffisante par la direction. Avant de rejoindre Monaco l'été dernier en provenance de Leicester City (Angleterre) pour un prêt d'une saison, Slimani (31 ans) avait évolué à Fenerbahçe (Turquie) et Newcastle (Angleterre), également sous forme de prêt, mais n'avait pu s'exprimer pleinement. Slimani, blessé, n'a pas été convoqué pour le match à domicile face à l'AS Saint-Etienne, prévu ce mardi soir (20h55), dans le cadre des 1/8^{es} de finale de la Coupe de France.

Ligue 1 (16^e journée)

CRB-CABBA ajourné au 3 février

LE MATCH CR Belouizdad - CA Bordj Bou Arréridj, comptant pour la 16^e journée du championnat de Ligue 1, se jouera finalement le lundi 3 février au stade du 20-Août-1955 (Alger, 16h00), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site. Fixée initialement au samedi 1^{er} février, cette rencontre a été décalée en raison de la programmation par la CAF, le même jour et sur le même stade, de la rencontre USM Alger - Petro Atlético d'Angola, pour le compte de la 6^e et dernière journée (Gr. C) de la phase de poules de la

Ligue des champions d'Afrique. La LFP a souligné que la CAF avait refusé la demande formulée par la Fédération algérienne (FAF) d'avancer cette confrontation internationale au vendredi 31 janvier. L'instance dirigeante de la compétition a rappelé que le 20-Août abriterait également le dimanche 2 février (18h00), la confrontation entre l'Algérie et le Soudan du Sud, dans le cadre du 1^{er} tour (retour) des éliminatoires de la Coupe du monde féminine 2020 des moins de 20 ans.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunisie

Cinq membres d'une même famille algérienne morts dans un accident

CINQ membres d'une même famille algérienne sont morts dans un accident de la route survenu, mardi soir, sur un tronçon conduisant au terminal frontalier de Bouchebka, dans la délégation de Feriana, gouvernorat de Kasserine, rapporte l'agence TAP citant la Protection civile. «L'accident est dû au renversement de la voiture portant une plaque minéralogique algérienne en route vers le poste frontière de Bouchebka», précise la même source. Les corps des victimes ont été transportés à l'hôpital régional de Kasserine.

Lyes F.

À travers 22 points à Alger

Des entraves techniques retardent la mise en marche des feux tricolores

LE LANCEMENT de la première étape de réalisation du nouveau système de régulation du trafic routier et d'éclairage public à Alger accuse un retard pour des «raisons techniques» qui entravent la mise en marche des feux tricolores intelligents dans 22 carrefours, a-t-on appris mercredi auprès du chargé de la gestion de la direction des transports de la wilaya d'Alger, Salhi Ayach.

En dépit de l'installation des feux tricolores au niveau de 22 carrefours sur un axe de 7 km entre Belouizdad et Ruisseau, dans le cadre de la réalisation de la première étape du projet, l'opération «est à l'arrêt à cause de problèmes techniques liés essentiellement aux fibres optiques et à la définition des règles d'exploitation des caméras de surveillance aux feux tricolores», a déclaré M. Salhi dans un entretien à l'APS consacré au projet du système de régulation du trafic routier et d'éclairage public d'Alger confié à la société mixte algéro-espagnole mobilité et éclairage d'Alger (MOBEAL). La première étape du projet prévoit l'équipement de 200 carrefours, dont 53 ont été étudiés et équipés sans avoir été mis en service, a fait savoir le responsable, indiquant que la société MOBEAL a achevé les travaux de réalisation au niveau de 22 carrefours dans la zone pilote, vu qu'elle a procédé à «la mise en place des panneaux et des feux tricolores qui ont été testés».

Le problème technique qui entrave la mise en marche de ce système, dans sa première étape, «va au-delà des prérogatives de la direction des transports et de MOBEAL», sachant que ce système proposé par des experts espagnols «repose sur l'exploitation simultanée des feux tricolores et des caméras de surveillance du trafic routier, sous la supervision d'un centre de contrôle qui assure aux usagers de la route l'information en temps réel, à travers une application spéciale ou une station de radio spécialisée». M. Salhi impute le retard dans la réalisation des feux tricolores

intelligents aux conditions de travail difficiles dans la capitale, citant à cet effet la circulation routière dense et les nombreux déplacements des citoyens tout au long de la journée, outre l'exiguïté des artères concernées par ces travaux.

A l'effet de lancer la première étape du nouveau système routier, le représentant de la direction des transports a affirmé que l'ex-wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda, avait demandé en septembre dernier à MOBEAL de présenter «une étude globale qui propose des solutions pratiques en vue de pallier les obstacles techniques qui entravent le lancement de ce système», précisant que le délai fixé pour la finalisation de l'étude expire début février.

La réalisation de ce projet a été confiée à la société mixte algéro-espagnole MOBEAL, qui englobe l'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU), l'Etablissement de réalisation et de maintenance de l'éclairage public de la wilaya d'Alger ainsi que deux entreprises espagnoles spécialisées dans les systèmes de gestion du trafic routier. En attendant de trouver une solution à cette entrave technique à l'origine du retard du lancement du nouveau système et dans le cas où «la société MOBEAL ne répondrait pas à la demande de la wilaya dans les délais impartis, cette dernière sera dans l'obligation d'annuler leur partenariat pour les étapes à suivre», a souligné M. Salhi.

Une enveloppe financière de 15 milliards de dinars a été consacrée par les services publics à ce projet qui sera réalisé en 3 étapes dans un délai de 55 mois. Pour M. Salhi, tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent, en l'occurrence l'installation de feux tricolores intelligents au niveau de 22 carrefours «n'a consommé que 10 % de la totalité du budget consacré à la première étape, estimée à 6,9 milliards de DA».

Y. N.

Le consommateur face à la cherté de la vie



123456789012

Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Récupération d'espèces animales protégées objet de trafic

■ Une descente menée par des éléments de la gendarmerie en coordination avec les services des forêts et de la fédération de chasse de Tizi Ouzou a permis au début de la semaine courante de récupérer des animaux protégés chez deux individus qui s'adonnaient à ce genre de trafic dans les régions de Fréha et Yakourène.

Par Hamid Messir

Selon les indications fournies par le président de la fédération de chasse de la wilaya de Tizi Ouzou, Arezki Aider, il a été procédé à la récupération de fennecs, d'un singe magot et de tortues. Il n'a pas manqué de souligner que les deux individus ont été auparavant sensibilisés afin de relâcher ces espèces animales protégées par la loi 06-14 du novembre 2006. Mais cela a été vain puisque les deux individus ont continué à s'adonner à leur trafic d'où il y a eu recours à la saisine des services de sécurité et des forêts.

Les travailleurs de l'Eniem en chômage technique à compter du 2 février

Les travailleurs de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem) de Oued Aissi (7 km à l'Est de Tizi Ouzou) seront mis en chômage technique à compter du 2 février prochain pour au moins un mois, a annoncé mercredi la direction générale de l'entreprise dans une note adressée à ses employés. Butant sur des diffi-

cultés financières au point que l'entreprise a sollicité des crédits d'exploitation en plus du report de l'échéance de remboursement de ses dettes estimée à 6 milliards de dinars, les quelques 2 000 employés de l'Eniem devront attendre l'aboutissement du dossier introduit auprès du Comité de participation de l'Etat (CPE) portant un allègement financier par rapport à sa dette, l'octroi d'une ligne de cré-

dit d'exploitation et d'un fonds de roulement. La mise au chômage de plus de 1 700 employés intervient au lendemain des déclarations de son président-directeur général Djilali Mouazzar pour annoncer la nouvelle stratégie de développement de stratégie de l'Eniem visant un partenariat à l'étranger et l'exportation de ses produits sur le continent africain.

H. M.

El Tarf

Saisie de plus de 37 kg de kif traité et 7 kg de corail

LES SERVICES de la BRI de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont saisi 37,2 kg de kif traité ainsi que 7 kg de corail brut, et procédé à l'arrestation de dix trafiquants, a-t-on appris mercredi du chargé de la communication de ce corps de sécurité. Agissant sur la base d'une information faisant état des agissements d'un réseau de trafiquants composé de 10 individus, âgés entre 20 et 30 ans, les services de police ont ouvert une enquête, qui a permis l'arrestation d'un suspect alors qu'il

était accompagné de trois de ses acolytes, a indiqué le commissaire principal. Le présumé coupable a été appréhendé à bord d'un véhicule en possession de 37,2 kg de kif traité, a précisé la même source, soulignant que l'enquête approfondie a permis d'arrêter six autres complices et la saisie de 7 kg de corail brut, 88 comprimés psychotropes de différentes marques ainsi que 150 000 DA provenant probablement des recettes de trafic de drogue et du corail.

H. O.